

Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

10 mai 2012
Français
Original : anglais

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

Compte rendu factuel du Président (document de travail)

1. Les États parties ont réaffirmé l'importance qu'ils attachaient au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Ils ont rappelé leur détermination à rendre le monde plus sûr pour tous ceux qui l'habitent et à instaurer la paix et la sécurité dans un monde débarrassé de l'arme nucléaire, conformément aux objectifs du Traité.
2. Les États parties ont insisté sur l'importance fondamentale d'une application effective et équilibrée des trois piliers du Traité, du respect intégral de toutes les dispositions du Traité et d'une adhésion universelle à celui-ci. Ils ont précisé que les principales questions sur lesquelles devait porter l'examen étaient : le renforcement de la mise en œuvre du Traité et des décisions prises par les États parties, le respect du Traité et le règlement effectif des problèmes rencontrés en la matière, et la réalisation de l'adhésion universelle.
3. À cet égard, les États parties ont mis en avant la nécessité d'appliquer les décisions 1 et 2 et la résolution sur le Moyen-Orient adoptées à la Conférence de 1995 sur l'examen et la prorogation du Traité, le document final adopté à la Conférence d'examen de 2000 et les conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi adoptées à la Conférence d'examen de 2010.
4. Les États parties ont de nouveau invité l'Inde, Israël et le Pakistan à adhérer rapidement et inconditionnellement au Traité en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires et à mettre en vigueur des accords de garanties généralisées, comme le prévoit le Traité.
5. Ayant reconnu que des progrès avaient été accomplis dans la mise en œuvre des engagements formulés dans les conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi adoptées à la Conférence d'examen de 2010, les États parties ont toutefois convenu qu'ils devaient redoubler d'efforts en la matière et souligné l'importance de rendre régulièrement compte des mesures qu'ils prenaient.
6. Les États parties ont estimé que le reste du cycle d'examen en cours serait l'occasion d'intensifier les efforts de mise en œuvre et décidé de formuler des recommandations pour examen et adoption à la Conférence d'examen de 2015 afin de contribuer à la réalisation des objectifs du Traité, y compris un monde exempt d'armes nucléaires.



7. Les États parties ont rappelé que les États dotés d'armes nucléaires s'étaient formellement engagés à éliminer tous leurs arsenaux nucléaires dans l'optique du désarmement nucléaire, objectif auquel tous ont souscrit à l'article VI du Traité. Nombre d'entre eux ont signalé que la prorogation du Traité pour une durée indéfinie, décidée à la Conférence de 1995 sur l'examen et la prorogation, ne signifiait pas qu'il était possible de posséder des armes nucléaires pour une période indéfinie.

8. Les États parties ont rappelé que les grandes avancées réalisées par tous les États dotés de l'arme nucléaire sur la voie du désarmement nucléaire devaient viser à promouvoir la stabilité, la paix et la sécurité internationales, et être fondées sur le principe d'une sécurité non diminuée et renforcée pour tous. Ils ont déclaré que le désarmement nucléaire et la non-prolifération se renforçaient mutuellement. Nombre d'entre eux ont dit craindre que si certains États continuaient de posséder des armes nucléaires cela risquait d'en encourager d'autres à acquérir de telles armes.

9. Les États parties ont dit qu'ils étaient profondément préoccupés par les conséquences humanitaires catastrophiques d'une utilisation, sous quelque forme que ce soit, de l'arme nucléaire. Un certain nombre d'entre eux ont dit craindre qu'en pareille éventualité de telles conséquences seraient inévitables et que les secours d'urgence ne pourraient même pas accéder aux zones touchées. Ils ont souhaité que cette question soit abordée durant le cycle d'examen en cours.

10. De nombreux États parties ont déclaré que toute utilisation ou menace d'utilisation d'armes nucléaires était contraire aux règles fondamentales du droit international humanitaire. Certains États dotés de l'arme nucléaire ont précisé que leurs stratégies nationales ne permettaient l'utilisation de ces armes que dans des situations extrêmes et dans le respect du droit international humanitaire applicable. Les États parties ont réaffirmé la nécessité pour tous les États de se conformer en tout temps au droit international applicable et en particulier au droit international humanitaire.

11. De nombreux États parties ont cité l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, rendu à La Haye le 8 juillet 1996.

12. Les États parties ont réaffirmé leur engagement de poursuivre des politiques pleinement compatibles avec le Traité et avec l'objectif visant à débarrasser le monde de l'arme nucléaire, et de s'acquitter de leurs obligations conventionnelles dans le respect des principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence. Nombre d'entre eux ont estimé que cela s'appliquait tout particulièrement au désarmement nucléaire.

13. De nombreux États parties ont souligné la nécessité d'ouvrir des négociations sur l'établissement d'un programme échelonné d'élimination complète des armes nucléaires dans un calendrier donné comprenant une convention sur les armes nucléaires. Certains États parties ont plaidé en faveur de la mise en place d'un cadre général d'instruments complémentaires qui s'appuierait sur un système de vérification solide et serait assorti d'objectifs et d'échéances clairement définis de façon à débarrasser le monde de façon durable de l'arme nucléaire. Il a été rappelé qu'il était de la responsabilité de tous les États de contribuer à l'accomplissement de progrès sur la voie du désarmement nucléaire.

14. Les États parties ont rappelé la nécessité de donner pleinement effet aux mesures concrètes conduisant au désarmement nucléaire qui sont envisagées dans les conclusions et les recommandations concernant les mesures de suivi adoptées à la Conférence d'examen de 2010. Ils ont rappelé que les États dotés d'armes nucléaires devaient réduire et éliminer tous les types d'armements nucléaires qu'ils détenaient et tout particulièrement encouragé les États qui possédaient les arsenaux nucléaires les plus importants à montrer la voie.

15. Les États dotés d'armes nucléaires ont fourni des précisions sur les efforts qu'ils mènent pour s'acquitter des engagements qu'ils ont pris en matière de désarmement nucléaire. Les États parties ont pris note de ces efforts.

16. De nombreux États parties se sont félicités de l'entrée en vigueur du Traité du 5 février 2011 sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs. La Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique ont fait connaître les mesures qu'ils avaient prises pour le mettre en œuvre. Malgré leur accueil favorable, de nombreux États parties se sont dits préoccupés par le fait que le nombre total d'armes nucléaires, déployées ou non, était estimé à plusieurs milliers. La Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique ont été encouragés à poursuivre les négociations pour parvenir à réduire plus encore leurs arsenaux nucléaires, y compris ceux d'armes nucléaires non stratégiques.

17. Les États dotés d'armes nucléaires ont rendu compte de la réunion qu'ils avaient tenue du 30 juin au 1^{er} juillet 2011 à Paris. À cette réunion, ils se sont engagés à mettre en œuvre les engagements pris à la Conférence d'examen de 2010 et à continuer de faire avancer les objectifs du Traité. Ils y ont également poursuivi leurs discussions sur la transparence, la confiance mutuelle, le projet de formulaire de notification unique, les garanties et la réponse aux notifications de retrait du Traité, et leurs travaux sur la vérification et la définition des principaux termes nucléaires. Ils ont annoncé qu'ils se réuniraient de nouveau à Washington du 27 au 29 juin 2012.

18. Le Royaume-Uni a fait le point sur l'état d'avancement des mesures de réduction d'armes nucléaires. La France a annoncé qu'elle avait atteint son objectif en la matière. De nombreux États parties ont salué ces efforts.

19. De nombreux États parties ont déclaré que le multilatéralisme et les solutions multilatérales concertées fondées sur la Charte des Nations Unies étaient la seule méthode viable pour régler les questions liées au désarmement et à la sécurité internationale. Les États parties ont rappelé que les États dotés d'armes nucléaires s'étaient engagés à poursuivre leurs efforts de réduction et, à terme, d'élimination de tous les types d'armes nucléaires, déployées ou non, notamment par des mesures unilatérales, bilatérales, régionales et multilatérales.

20. L'effort de transparence accompli par certains États dotés d'armes nucléaires, y compris la divulgation du nombre total d'armes nucléaires en leur possession, a été salué par de nombreux États parties. Les États parties ont rappelé que la transparence était essentielle à l'instauration de la confiance, composante essentielle du processus de désarmement. Les États parties non dotés d'armes nucléaires ont donc encouragé ceux qui en sont dotés à faire œuvre de transparence.

21. Les États parties ont rappelé qu'à la Conférence d'examen de 2010, les États dotés d'armes nucléaires avaient été invités à faire rapport à la session de 2014 du Comité préparatoire sur certaines initiatives de désarmement nucléaire. Les États parties non dotés d'armes nucléaires ont souligné l'utilité et l'importance de tels comptes rendus réguliers. Certains États parties ont formulé des propositions spécifiques quant au contenu d'un formulaire de notification unique à l'usage des États dotés d'armes nucléaires et à la fréquence de ces comptes rendus.

22. De nombreux États parties ont précisé que, bien qu'importante, la réduction des armes déployées ou en état d'alerte ne pouvait se substituer à l'élimination irréversible des armes nucléaires. Ils ont indiqué que l'adoption de mesures concrètes et concertées pour réduire davantage le statut opérationnel des systèmes d'armes nucléaires était une étape vers le désarmement nucléaire. De nombreux États parties ont continué d'appeler à la réduction du statut opérationnel des armes nucléaires. De nombreux États parties se sont inquiétés de la modernisation incessante des arsenaux nucléaires, notamment en rapport avec la ratification d'accords de réduction des armes nucléaires, et de la mise au point de nouveaux types d'armes nucléaires sophistiquées et des vecteurs et infrastructures connexes.

23. De nombreux États parties se sont inquiétés de la place que les armes nucléaires continuaient de tenir dans les doctrines militaires nationales et régionales. À cet égard, ils ont souligné la nécessité de diminuer encore le rôle de ces armes dans tous les concepts, doctrines et politiques militaires et de sécurité. Certains États parties ont insisté sur la nécessité d'accomplir des progrès dans la réduction et l'élimination des armements nucléaires encore stationnés en dehors des territoires des États dotés d'armes nucléaires.

24. Les États parties ont souligné que la Conférence sur le désarmement devrait créer sans tarder un organe subsidiaire chargé du désarmement nucléaire. De nombreux États parties ont formulé diverses propositions spécifiques, en particulier que la Conférence d'examen de 2015 adopte un plan d'action ou un nouvel ensemble d'accords ambitieux assortis d'objectifs concrets et mesurables en vue de l'élimination des armes nucléaires. Ces propositions comprenaient la convocation d'une conférence internationale de haut niveau pour recenser les moyens d'éliminer ces armes dans le cadre d'un programme échelonné d'interdiction de la mise au point, de la fabrication, de l'acquisition, de l'essai, du transfert, du stockage, de l'utilisation ou de la menace d'utilisation des armes nucléaires, et de destruction de celles-ci. De nombreux États parties ont plaidé en faveur de la création d'un organe subsidiaire chargé du désarmement nucléaire à la Conférence d'examen de 2015.

25. Les États parties se sont profondément inquiétés de l'impasse dans laquelle continuait de se trouver la Conférence sur le désarmement, qui n'arrivait pas à se mettre d'accord sur l'adoption et la mise en œuvre d'un programme de travail global et équilibré, malgré les efforts faits pour parvenir à un consensus. La réunion de haut niveau destinée à revitaliser les travaux de la Conférence et à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement, qui s'est tenue à l'instigation du Secrétaire général de l'ONU en septembre 2010, a été mentionnée. Compte tenu de l'impasse susmentionnée, un certain nombre d'États parties ont fait observer que la communauté internationale devrait envisager de prendre des mesures pour faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement.

26. Les États parties ont estimé que la Conférence sur le désarmement devrait immédiatement commencer à négocier la conclusion d'un traité non discriminatoire, multilatéral et assorti d'un dispositif de vérification international et efficace en vue d'interdire la production de matières fissiles servant à fabriquer des armes nucléaires ou d'autres explosifs nucléaires, en conformité avec le rapport du Coordonnateur spécial de 1995 (CD/1299) et le mandat qu'il contient. Certains d'entre eux ont soutenu que la négociation d'un tel traité était la prochaine question qui devait logiquement figurer à l'ordre du jour des négociations du mécanisme multilatéral de désarmement. En attendant que ces négociations s'ouvrent et qu'un tel traité entre en vigueur, certains États parties ont exhorté les États dotés d'armes nucléaires et tous les autres États concernés à décréter ou continuer d'observer un moratoire sur la production de matières fissiles servant à fabriquer des armes nucléaires ou d'autres explosifs nucléaires. En prévision de telles négociations, un certain nombre d'États parties ont fait rapport sur l'action qu'ils avaient menée pour encourager la tenue d'un débat de fond sur les questions relatives à un tel traité.

27. De nombreux États parties ont salué les mesures prises par la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique pour mettre en œuvre l'Accord sur la gestion et la neutralisation du plutonium et ses protocoles, y compris les discussions qu'ils mènent avec l'Agence internationale de l'énergie atomique pour l'application des mécanismes de vérification.

28. Les États parties ont souligné à quel point il importait que le retrait des programmes militaires des matières fissiles n'ayant plus d'utilité pour une utilisation militaire se fasse dans le respect des principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence. À cette fin, certains ont demandé que des mécanismes de vérification multilatéraux efficaces et crédibles soient mis en place le plus rapidement possible, sous l'égide de l'AIEA, pour veiller à ce que les matières fissiles que chaque État doté d'armes nucléaires aura désignées comme n'ayant plus d'utilité militaire soient irrémédiablement éliminées.

29. Les États parties ont réaffirmé que l'élimination totale des armes nucléaires était la seule garantie absolue contre l'emploi ou la menace d'emploi des armes nucléaires. Ils ont rappelé que les États parties non dotés d'armes nucléaires possédaient un intérêt légitime à recevoir des garanties de sécurité formelles et juridiquement contraignantes de la part des États dotés d'armes nucléaires que ceux-ci n'emploieront pas, ou ne menaceront pas d'employer, des armes nucléaires à leur encontre. Nombre d'entre eux ont précisé que ces garanties devraient être inconditionnelles. Les États parties ont rappelé que la Conférence sur le désarmement devrait commencer sans tarder à examiner la mise au point de mécanismes internationaux efficaces pour protéger les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace d'emploi des armes nucléaires, dans l'optique d'élaborer des recommandations portant sur tous les aspects de cette question sans exclure la possibilité de conclure un instrument juridiquement contraignant. De nombreux États parties ont insisté sur la nécessité de conclure un instrument universel, inconditionnel et juridiquement contraignant pour protéger les États non dotés d'armes nucléaires parties au Traité contre l'emploi ou la menace d'emploi des armes nucléaires par les États qui en sont dotés. De nombreux États parties ont plaidé en faveur de la création d'un organe subsidiaire sur cette question à la Conférence d'examen de 2015.

30. Avant que de telles mesures soient prises, les États dotés d'armes nucléaires ont été exhortés à respecter scrupuleusement les engagements qu'ils avaient déjà pris et à les étendre aux garanties de sécurité. Outre sa politique de non-emploi en premier de l'arme nucléaire, certains États parties ont relevé que la Chine avait déclaré qu'elle s'engageait de façon inconditionnelle à ne pas employer ou menacer d'employer des armes nucléaires contre des États qui n'en étaient pas dotés ou des zones exemptes d'armes nucléaires.

31. Les États parties ont mis l'accent sur l'urgence de faire entrer en vigueur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui est un élément central du régime de désarmement nucléaire et de non-prolifération internationale. Les États parties ont accueilli avec satisfaction la récente ratification du Traité par l'Indonésie, en tant qu'État inscrit à l'annexe 2, le Ghana, le Guatemala et la Guinée, ainsi que la signature de l'instrument par Nioué.

32. Tous les États qui ne l'ont pas encore fait ont été invités à ratifier sans tarder le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, en particulier les huit États restants sans la ratification desquels le texte ne peut entrer en vigueur. Les États parties ont signalé que les États dotés d'armes nucléaires devaient montrer la voie et que cela aurait un effet bénéfique sur la ratification du Traité. Ils ont reconnu que les conférences organisées en application de l'article XIV sur la facilitation de l'entrée en vigueur du Traité avaient contribué au processus d'universalisation de celui-ci, et ils ont encouragé la poursuite de ces conférences et l'emploi d'autres mécanismes, comme des campagnes d'information et des initiatives de renforcement des capacités, pour promouvoir le Traité. Tous les États, en particulier ceux qui avaient récemment ratifié le Traité, ont été invités à nouer le dialogue avec les États qui n'avaient pas encore ratifié pour leur faire part de leur expérience en la matière et les encourager à ratifier.

33. Dans l'attente de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tous les États ont été incités à décréter ou continuer d'observer un moratoire sur la réalisation d'explosions expérimentales.

34. De nombreux États parties ont exigé la clôture et le démantèlement immédiat des sites où sont encore réalisées des explosions expérimentales d'armes nucléaires et des infrastructures correspondantes, demandé l'interdiction des activités de recherche-développement en matière d'armement nucléaire, et exhorté tous les États à s'abstenir d'employer d'autres moyens de mener des essais nucléaires et d'utiliser des nouvelles technologies pour moderniser leurs armements nucléaires. Nombre d'entre eux se sont inquiétés du fait que la mise au point de nouveaux types d'armes nucléaires ne relance les essais nucléaires et n'anéantisse l'objectif du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

35. Les États parties ont souligné la nécessité de soutenir le travail important accompli par la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en vue de mettre en place le système de vérification du Traité et encouragé les États à développer les capacités techniques correspondantes. Certains se sont prononcés en faveur d'une utilisation civile des données du système de surveillance international, en particulier dans le contexte des catastrophes naturelles et des autres situations d'urgence.

36. Certains États parties ont accueilli favorablement les diverses initiatives menées pour étudier la faisabilité et la complexité de la vérification du désarmement nucléaire, y compris le projet mené par la Norvège et le Royaume-Uni pour étudier les difficultés techniques et procédurales du démantèlement des armes nucléaires dans le contexte de l'article VI du Traité.

37. Les États parties ont rappelé l'importance de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, et notamment de poursuivre les efforts menés pour éduquer les jeunes, de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications et de la collaboration entre gouvernements, organisations internationales, organisations non gouvernementales, établissements universitaires et secteur privé.

38. Il a été pris acte des nouvelles propositions et initiatives émanant de gouvernements et de la société civile pour débarrasser le monde des armes nucléaires et la poursuite des efforts dans ces domaines a été encouragée. Les États parties ont signalé l'utilité du rôle joué par la société civile dans la concrétisation des objectifs du Traité.

39. Les États parties ont précisé que les garanties de l'AIEA étaient une composante fondamentale du régime de non-prolifération, qu'elles jouaient un rôle indispensable dans la mise en œuvre du Traité et qu'elles contribuaient à l'instauration d'un environnement propice à la coopération dans le domaine nucléaire.

40. Il a été rappelé que l'AIEA était l'autorité chargée de vérifier et de garantir, en conformité avec son statut et son système de garanties, que les États parties respectaient les accords de garanties qu'ils avaient conclus en application des obligations que leur impose l'article III, paragraphe 1, du Traité pour empêcher que l'énergie nucléaire destinée à des fins pacifiques soit détournée pour servir à la mise au point d'armes nucléaires ou d'autres explosifs nucléaires. Un certain nombre d'États parties ont mis en exergue le rôle statutaire du Conseil des Gouverneurs et du Directeur général de l'Agence dans la mise en œuvre intégrale des accords de garanties.

41. De nombreux États parties ont indiqué que les garanties devraient être appliquées en conformité avec l'article IV du Traité tout en évitant d'entraver le développement économique ou technologique des parties et la coopération internationale dans le domaine des activités nucléaires pacifiques.

42. Les États parties ont souligné l'importance d'une application des garanties généralisées de l'AIEA à toutes les sources ou matières fissibles spéciales servant aux activités nucléaires pacifiques des États parties, en conformité avec les dispositions de l'article III du Traité. Ils sont félicités que six États supplémentaires aient mis en vigueur les accords de garanties généralisées qu'ils avaient conclus avec l'Agence depuis la Conférence d'examen de 2010 et encouragé les 14 États parties ayant conclu de tels accords à faire de même dès que possible.

43. Les États parties ont de nouveau encouragé tous les États ayant conclu des protocoles relatifs aux petites quantités de matières à les modifier ou à les abroger, selon qu'il conviendra, et rappelé que le protocole révisé avait été adopté par 53 États.

44. Les États parties ont de nouveau encouragé tous les États qui ne l'avaient pas encore fait à adopter le protocole additionnel et à le mettre en œuvre au plus tôt à titre provisoire dans l'attente de son entrée en vigueur. Ils se sont félicités du fait que depuis la Conférence d'examen de 2010, 14 États supplémentaires aient mis en vigueur ce protocole additionnel.

45. De nombreux États parties ont fait observer que les accords de garanties généralisées ne permettaient pas à l'AIEA de fournir des garanties crédibles de l'absence de matières et d'activités nucléaires non déclarées. D'après eux, un tel protocole additionnel donnerait à l'Agence les moyens d'obtenir davantage d'informations et un accès plus important, améliorant sa capacité à garantir l'absence de matières et d'activités nucléaires non déclarées dans un État, et renforcerait la certitude que l'État respecte bien les obligations qui découlent du Traité. Un certain nombre de ces États parties ont considéré qu'un accord de garanties généralisées assorti d'un protocole additionnel représentait la norme actuelle en matière de vérification.

46. De nombreux États parties ont signalé que c'était le droit souverain de chaque État de conclure ou non un protocole additionnel, mais qu'un tel instrument serait juridiquement contraignant une fois conclu. De nombreux États parties ont insisté sur la nécessité d'établir une distinction entre les obligations juridiques et les mesures de confiance volontaires et sur la nécessité de veiller à ce que ces mesures volontaires ne deviennent pas des obligations juridiques en matière de garanties. Ils ont fait remarquer que l'adoption de mesures supplémentaires en matière de garanties ne devrait pas porter atteinte aux droits des États parties au Traité qui ne sont pas dotés d'armes nucléaires.

47. Un certain nombre d'États parties ont précisé que pour multiplier le nombre des adhésions au protocole additionnel, il était nécessaire de fournir des services consultatifs et d'assistance pour contribuer à développer les processus nationaux et bâtir l'infrastructure juridique et institutionnelle requise. Certains États parties ont proposé leur aide à cet égard.

48. De nombreux États parties ont estimé que l'adhésion au Traité et la conclusion d'accords de garanties généralisées devraient être une condition préalable à l'instauration d'une coopération en matière nucléaire avec les États qui ne sont pas parties au Traité.

49. Certains États parties ont relevé l'importance des accords de soumission volontaire et des protocoles additionnels correspondants mis en œuvre par les États dotés d'armes nucléaires. Ils ont expliqué que ces accords permettaient à l'AIEA de récolter des données d'expérience utiles à la mise en œuvre des garanties. De nombreux États parties ont proposé que les États dotés d'armes nucléaires s'engagent à accepter des garanties généralisées.

50. Les États parties ont rappelé que les garanties de l'AIEA devraient être régulièrement analysées et évaluées. Les décisions adoptées par les organes directeurs de l'Agence pour renforcer l'efficacité et l'effectivité des garanties devraient être soutenues et exécutées.

51. Les États parties ont remercié les États qui avaient fourni des contributions techniques et financières supplémentaires pour aider l'AIEA à s'acquitter de ses responsabilités en matière de garanties, et pour améliorer la base technologique

correspondante, notamment par la construction d'un nouveau laboratoire d'analyse pour les garanties.

52. Un certain nombre d'États parties ont félicité l'AIEA pour les efforts qu'elle déploie en matière de conceptualisation et d'élaboration de stratégies de mise en œuvre des garanties à l'échelle des États et ont accueilli favorablement la mise en place par l'Agence de stratégies intégrées concernant les garanties au niveau des États.

53. De nombreux États parties ont souligné l'importance d'observer et de faire respecter scrupuleusement le principe de confidentialité des informations relatives aux garanties et rappelé la responsabilité qui incombe à l'AIEA à cet égard. Inquiets des risques de fuites, ils ont précisé que la nature confidentielle de ces informations devrait être pleinement respectée et que les mesures de protection devraient être renforcées afin d'empêcher les fuites d'informations stratégiques ou confidentielles.

54. Les États parties ont rappelé l'importance de respecter les obligations liées à la non-prolifération et de régler tous les problèmes correspondants afin de préserver l'intégrité du Traité et l'autorité du régime des garanties. Nombre d'entre eux se sont inquiétés du non-respect des obligations liées aux garanties, y compris certaines ayant fait l'objet de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA, et exhorté tous les États en infraction à coopérer pleinement avec l'Agence et à s'acquitter au plus vite de toutes leurs obligations.

55. De nombreux États parties ont précisé que les rapports de l'AIEA sur la mise en œuvre des garanties devraient continuer à être d'ordre factuel et technique et contenir les renvois appropriés aux dispositions pertinentes des accords de garanties. Il a été indiqué que, conformément à l'article XII.C du Statut de l'Agence et au document INFCIRC/153 (corrigé), les inspecteurs rendent compte de toute violation au Directeur général, qui transmet leur rapport au Conseil des Gouverneurs. Celui-ci enjoint à l'État en question de mettre immédiatement fin à toute violation constatée, porte cette violation à la connaissance de tous les membres et saisit le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies.

56. De nombreux États parties ont insisté sur l'importance que l'AIEA, et son directeur général, ait accès au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale en application de l'article XII.C de son statut et au paragraphe 19 du document INFCIRC/153 (corrigé), et sur le rôle que le Conseil et l'Assemblée jouent, conformément à la Charte des Nations Unies, pour faire respecter les accords de garanties et les obligations liées aux garanties en prenant les mesures voulues face aux violations que l'Agence porte à leur connaissance.

57. Un certain nombre d'États parties ont précisé que les problèmes de respect des obligations que le Traité met à la charge des États parties devraient être réglés par la voie diplomatique, en accord avec les dispositions du Traité et de la Charte des Nations Unies.

58. Les États parties ont souligné la nécessité de faire en sorte que leurs exportations dans le domaine nucléaire ne contribuent pas directement ou indirectement à la mise au point d'armes ou autres dispositifs explosifs nucléaires et à ce que ces exportations soient parfaitement conformes aux buts et à l'objet du Traité, tels qu'ils sont énoncés, entre autres, aux articles I, II et III, et à la décision relative aux principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement

nucléaires adoptée par la Conférence d'examen et de prorogation de 1995. Un certain nombre d'entre eux ont estimé que le contrôle des exportations était un moyen légitime, nécessaire et souhaitable de faire appliquer les obligations qui incombent aux États parties au titre de l'article III du Traité. Tous les États parties ont de nouveau été encouragés à se servir des directives et des mémorandums d'entente négociés et adoptés de façon multilatérale pour mettre en place leurs propres contrôles des exportations.

59. De nombreux États parties ont dit être profondément préoccupés par les limitations et restrictions imposées aux exportations vers les pays en développement de matières, équipements et technologies destinés à des utilisations pacifiques, ce qu'ils considèrent être contraire aux dispositions du Traité. Ils ont demandé la levée immédiate de toute restriction ou limitation imposée aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire incompatible avec les dispositions du Traité. De nombreux États parties ont estimé qu'il était essentiel de procéder à des contrôles des exportations efficaces pour faciliter la coopération la plus poussée possible en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, dans le respect du Traité.

60. De nombreux États parties ont indiqué que tout nouvel accord d'approvisionnement prévoyant le transfert vers des États non dotés d'armes nucléaires de matières brutes et de produits fissibles spéciaux, ou d'équipements ou de matières spécialement conçus ou préparés pour le traitement, l'utilisation ou la production de produits fissibles spéciaux devrait imposer comme condition préalable l'acceptation des garanties généralisées et des obligations internationales juridiquement contraignantes de ne pas acquérir d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires. Un certain nombre d'États parties ont fait savoir que ces nouveaux accords devraient aussi exiger l'acceptation d'un protocole additionnel fondé sur le document INFCIRC/540 (corrigé).

61. Les États parties ont souligné l'importance d'une protection physique efficace de toutes les matières nucléaires et la nécessité de renforcer la coopération internationale à cet égard. Ils ont déclaré que la responsabilité première de la sécurité nucléaire incombait à chaque État. Ils ont rappelé que lors du développement de l'énergie nucléaire, y compris l'électronucléaire, l'utilisation de cette énergie devait être encadrée par des niveaux de sécurité appropriés et efficaces, en accord avec la législation et les obligations internationales des États.

62. Certains États parties ont estimé que l'AIEA avait un rôle essentiel à jouer dans l'action menée pour améliorer le cadre mondial de sécurité nucléaire et pour en promouvoir la mise en œuvre. Les États parties ont de nouveau encouragé les États à maintenir le plus haut degré possible de sécurité et de protection physique des matières et installations nucléaires. Ils ont été encouragés à appliquer, selon qu'il conviendra et le plus tôt possible, les recommandations sur la protection physique des matières et installations nucléaires contenues dans le document INFCIRC/225/Rev.5 de l'Agence et dans d'autres instruments internationaux pertinents. Ils ont été encouragés à faire le plus possible appel aux services consultatifs de l'Agence dans le domaine de la sécurité nucléaire.

63. Les États parties se sont félicités des récentes adhésions à l'amendement de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et ont encouragé tous les États qui ne l'avaient pas encore fait à le ratifier au plus tôt. Certains États parties ont accueilli avec satisfaction la création du Comité des orientations sur la sûreté nucléaire de l'AIEA et la poursuite de la collection Sécurité nucléaire.

64. Un certain nombre d'États parties se sont dits profondément préoccupés par la question du trafic illicite de matières nucléaires et de substances radioactives. Les États parties ont rappelé qu'ils devaient améliorer leurs capacités à détecter, empêcher et interrompre le trafic illicite de matières nucléaires sur leur territoire, en application des obligations internationales qui leur incombent, et exhorté les États parties qui le peuvent à renforcer à cet égard leurs activités de partenariat et de renforcement des capacités à l'échelle internationale. Ils ont aussi rappelé qu'ils devaient instaurer et effectuer des contrôles internes efficaces pour empêcher la prolifération d'armes nucléaires, en accord avec les obligations juridiques internationales pertinentes qui leur incombent. Il a été proposé que les États parties partagent, dans le respect de leurs lois et procédures nationales, des informations et des données d'expertise au sein des mécanismes bilatéraux et multilatéraux. Un certain nombre d'États parties ont mis l'accent sur l'importance de développer les capacités d'analyse nucléo-légale comme moyen de déterminer l'origine des matières nucléaires détectées, ou d'autres matières radioactives, et de recueillir des éléments de preuve pour poursuivre les auteurs d'actes de trafic illicite ou d'utilisation malveillante. Certains États parties ont évoqué le travail accompli par l'AIEA pour les aider dans leur lutte contre ce trafic, y compris ce qu'elle fait pour intensifier l'échange d'informations et tenir à jour sa base de données sur le trafic illicite.

65. De nombreux États parties se sont dits préoccupés par la menace du terrorisme et le risque que des acteurs non étatiques acquièrent des armes nucléaires et leurs vecteurs. Ils ont salué la contribution du Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes et de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire au renforcement de la protection physique des installations nucléaires et des matières fissiles dans le monde. La nécessité d'appliquer intégralement la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité a été soulignée. Les États parties ont invité tous ceux qui ne l'avaient pas encore fait à adhérer à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire.

66. Les États parties ont pris acte du communiqué adopté au Sommet de Séoul sur la sécurité nucléaire, tenu les 26 et 27 mars 2012. Nombre d'entre eux ont pris acte des nouveaux engagements qui y ont été pris en faveur du renforcement de la sécurité nucléaire et de la lutte contre le terrorisme nucléaire.

67. Les États parties ont rappelé qu'ils étaient favorables à l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires internationalement reconnues fondées sur des accords conclus librement entre les États de la région concernée et dans le respect des Directives de 1999 de la Commission du désarmement de l'ONU. Les contributions du Traité sur l'Antarctique, du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco), du Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud (Traité de Rarotonga), du Traité relatif à la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok), du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba) et du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale à la réalisation des objectifs de désarmement nucléaire et de non-prolifération nucléaire ont été salués. Les États parties se sont félicités des efforts déployés pour consolider le statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie. Ils se sont félicités du renforcement de la coopération entre les parties qui sont membres de la zone et noté avec satisfaction l'état d'avancement des préparatifs de la troisième

Conférence des États signataires et parties aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, des États signataires et de la Mongolie, qui se tiendra en 2015.

68. Les États parties se sont félicités des progrès accomplis en vue de la consolidation des zones exemptes d'armes nucléaires existantes, en particulier la création de la Commission africaine de l'énergie atomique et l'accord conclu entre les parties au Traité de Bangkok et les États dotés d'armes nucléaires concernant le protocole relatif à ce traité. Les États parties ont exhorté les États dotés d'armes nucléaires à signer et ratifier au plus tôt le protocole en question. Ils ont appelé de leurs vœux la reprise des consultations avec les États dotés d'armes nucléaires en vue de l'élaboration d'un protocole au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale. De nombreux États parties se sont inquiétés de voir que les réserves et déclarations interprétatives émises concernant les protocoles aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires n'avaient pas encore été retirées. De nombreux États parties ont estimé que la création de telles zones ne dispensait pas les États dotés d'armes nucléaires de respecter les obligations juridiques et les engagements formels qu'ils avaient pris concernant l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires.

69. Les États parties ont souligné l'importance de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée à la Conférence d'examen et de prorogation de 1995 et rappelé que les objectifs et buts qui y sont énoncés ont été réaffirmés par la Conférence d'examen de 2000 et dans les conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi adoptées à la Conférence d'examen de 2010. Ils ont rappelé que la résolution restait valable jusqu'à ce que ses buts et objectifs aient été réalisés et que le texte, qui avait été coparrainé par les États dépositaires du Traité, était un élément essentiel des résultats de la Conférence de 1995 et l'un des motifs essentiels de la prorogation du Traité pour une durée indéfinie, qui avait été décidée sans mise aux voix en 1995. Les États parties ont réaffirmé leur volonté de prendre, de façon individuelle et collective, toutes les mesures nécessaires pour que cette résolution soit mise en œuvre dans les plus brefs délais.

70. Les États parties ont rappelé l'importance d'un processus aboutissant à la mise en œuvre intégrale de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et des mesures pratiques pour y parvenir approuvées à la Conférence d'examen de 2010. Dans ce contexte, les États parties se sont félicités que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les États ayant coparrainé la résolution de 1995 aient, en consultation avec les États de la région, nommé M. Jaakko Laajava (Finlande) facilitateur et désigné la Finlande comme Gouvernement hôte de la Conférence de 2012 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toute autre arme de destruction massive dans la région du Moyen-Orient. Les États parties ont remercié le facilitateur pour le rapport qu'il avait présenté au Comité, publié sous la cote NPT/CONF.2015/PC.I/11, et dit attendre avec intérêt le rapport qu'il présentera à la deuxième session du Comité. Ils l'ont félicité pour avoir mené sans relâche des consultations approfondies depuis sa nomination.

71. Les États parties ont souligné l'importance que la Conférence de 2012 se tienne avec la participation de tous les États de la région, en application des conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi adoptées à la Conférence d'examen de 2010. Ils ont reconnu que la Conférence ne serait un succès que si tous redoublaient d'efforts pour remplir le cahier des charges adopté

par la Conférence d'examen de 2010. Ils ont, chacun à leur manière, souligné l'importance que le facilitateur, les hôtes de la Conférence et tous les États de la région accélèrent et intensifient leurs consultations.

72. De nombreux États parties ont demandé des précisions sur les questions en suspens, comme l'ordre du jour, les modalités pratiques, les résultats et les mesures de suivi dans le cadre d'un processus continu. Certains États parties ont insisté pour que la participation aux préparatifs de la Conférence soit ouverte à tous. Les États parties ont rappelé qu'il appartenait au Secrétaire général de l'ONU et aux États ayant coparrainé la résolution de 1995 d'organiser la Conférence en consultation avec les États de la région. Certains d'entre eux ont estimé qu'il appartenait à la région elle-même de veiller à l'instauration d'un climat politique favorable au bon déroulement de la Conférence. Les États parties ont dit espérer que la Conférence permette d'accomplir des progrès en vue de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive dans la région du Moyen-Orient.

73. De nombreux États parties ont estimé que la création d'une telle zone renforcerait grandement la paix et la sécurité internationales et la confiance au sein de la région. Certains États parties ont mis l'accent sur la nécessité de mettre à profit l'expérience acquise avec d'autres zones exemptes d'armes nucléaires ou autres armes de destruction massive pour créer une telle zone au Moyen-Orient. Certains États parties ont signalé que l'AIEA, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le Groupe de soutien à la mise en œuvre de la Convention sur les armes biologiques pourraient contribuer aux efforts déployés pour créer une telle zone. De nombreux États parties ont plaidé en faveur de la création d'un organe subsidiaire à la Conférence d'examen de 2015 qui serait chargé de suivre l'application de la résolution de 1995.

74. Les États parties ont rappelé qu'ils devaient tous respecter scrupuleusement les obligations et engagements qu'ils avaient pris dans le cadre du Traité et que tous les États de la région devaient faire le nécessaire et prendre des mesures de confiance pour contribuer à la réalisation des objectifs de la résolution de 1995. Ils ont précisé que tous les États devaient s'abstenir de faire quoi que ce soit qui puisse faire obstacle à la réalisation de cet objectif.

75. Les États parties ont précisé qu'il était important qu'Israël adhère au Traité et que toutes ses installations nucléaires soient placées sous le régime des garanties généralisées de l'AIEA. Ils ont mis en exergue l'urgence et l'importance de parvenir à une adhésion universelle au Traité et la nécessité pour tous les États du Moyen-Orient qui ne l'avaient pas encore fait d'adhérer au Traité en tant qu'État non doté d'armes nucléaires afin de réaliser cet objectif au plus tôt.

76. S'agissant d'autres questions de portée régionale, les États parties ont rappelé qu'il était nécessaire que l'Inde et le Pakistan adhèrent rapidement et inconditionnellement au Traité en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires et mettent en vigueur des accords de garanties généralisées en conformité avec les dispositions du Traité. Certains États parties leur ont demandé de réduire leurs programmes de mise au point d'armes nucléaires et de missiles et, dans l'attente de leur adhésion au Traité, de prendre et de promouvoir des mesures concrètes en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires.

77. Les États parties ont de nouveau demandé à la République populaire démocratique de Corée de respecter les engagements qu'elle avait pris durant les pourparlers à six pays, y compris l'abandon complet et vérifiable de toutes ses armes nucléaires et de tous ses programmes nucléaires en cours, en accord avec la Déclaration commune de septembre 2005. La République populaire démocratique de Corée a été exhortée à respecter les obligations qui découlent des résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) du Conseil de sécurité de l'ONU. Il a été précisé qu'en tout état de cause, la République ne pourrait bénéficier du statut d'état doté d'armes nucléaires au sens du Traité. Le programme nucléaire, en particulier le programme d'enrichissement de l'uranium, qu'elle mène en contradiction avec les dispositions du Traité a suscité de profondes inquiétudes. L'importance de parvenir à la dénucléarisation de la péninsule coréenne et au règlement pacifique de cette question a été soulignée. De profondes inquiétudes ont également été exprimées à propos du tir effectué par la République populaire démocratique de Corée le 13 avril 2012. Celle-ci a été exhortée à s'abstenir de tout autre acte, explosions nucléaires expérimentales y compris, qui menacerait la sécurité de la région.

78. Les États parties se sont félicités de l'issue des discussions tenues le 14 avril 2012 entre la République islamique Iran et le groupe des E3+3. De nombreux États parties ont estimé qu'il s'agissait là d'une occasion de prendre des mesures concrètes, sur la base d'une démarche graduelle et du principe de réciprocité, pour parvenir à un règlement durable négocié qui répondrait concrètement aux préoccupations spécifiques exprimées par de nombreux États parties et rassurerait la communauté internationale quant à la nature exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien, tout en respectant pleinement le droit de ce pays à faire une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire en conformité avec les articles I, II et III du Traité. Les États parties ont reconnu le rôle essentiel que l'AIEA jouait en la matière. La République islamique d'Iran a déclaré que son programme nucléaire servait uniquement des fins pacifiques et qu'il était conforme au Traité.

79. De nombreux États parties ont fait savoir qu'ils comptaient sur la résolution de questions spécifiques relatives aux activités nucléaires de la République arabe syrienne et attendaient de celle-ci qu'elle coopère pleinement avec l'AIEA. La République a déclaré qu'elle était déterminée à respecter l'accord de garanties généralisées qu'elle avait conclu et qu'un plan de travail allait être mis en œuvre avec l'Agence.

80. Les États parties ont précisé que rien dans le Traité ne devait être interprété de manière à enfreindre le droit inaliénable de toutes les parties à mener des activités de recherche, de production et d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et en conformité avec les articles I, II et III du Traité. Ce droit constitue l'un des objectifs fondamentaux du Traité. Les États parties ont précisé que ce droit devait s'exercer en conformité avec les obligations découlant du Traité. Ils ont déclaré que les choix effectués et les décisions prises par chaque pays dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire devaient être respectés, sans remettre en cause ses politiques ou ses accords de coopération internationaux conclus aux fins d'une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et ses politiques relatives au cycle du combustible nucléaire.

81. Les États parties ont réaffirmé leur volonté de favoriser le plus possible les échanges d'équipement, de matériel et d'informations scientifiques et technologiques, et leur droit de participer à ces échanges, pour promouvoir une

utilisation pacifique de l'énergie nucléaire conforme aux dispositions du Traité. Nombre d'entre eux ont estimé que les changements climatiques, la consommation croissante d'énergie et la nécessité de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et de parvenir au développement durable rendaient de tels échanges essentiels. Les États parties ont souligné qu'ils devaient faciliter les transferts de technologie nucléaire et la coopération internationale à leur niveau, en conformité avec le Traité, et éliminer à cet égard toute contrainte excessive contraire au Traité. Nombre d'entre eux ont souligné que les mesures de transfert de technologie nucléaire et de coopération internationale devaient être soutenues et menées de bonne foi et sans discrimination. Les États parties ont rappelé qu'afin de promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, un traitement préférentiel devrait être accordé aux États parties non dotés d'armes nucléaires, tout en prenant particulièrement en compte les besoins des pays en développement.

82. De nombreuses parties ont souligné l'importance d'une mise en commun des connaissances dans le domaine nucléaire et du transfert de technologie nucléaire vers les États en développement afin de soutenir et de renforcer leurs capacités scientifiques et technologiques et de contribuer ainsi à leur développement socioéconomique. Les États parties ont précisé que l'AIEA avait un rôle central à jouer dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Ils ont mis en exergue l'utilité et l'importance du programme de coopération technique de l'Agence, en particulier dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de l'agriculture, des ressources en eau, de la protection de l'environnement, des applications industrielles, de la sûreté nucléaire, de la radioprotection et de l'énergie nucléaire.

83. Les États parties ont insisté sur la nécessité de renforcer le programme de coopération technique de l'AIEA destiné à aider les États parties en développement à faire une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Ils ont précisé que l'Agence devait poursuivre ses efforts pour renforcer l'efficacité, l'effectivité et la transparence de son programme de coopération technique et faire en sorte de disposer de ressources suffisantes, garanties et prévisibles pour mener ses activités de coopération technique. De nombreux États parties ont fait savoir que les activités de coopération et d'assistance techniques de l'Agence ne devaient pas être soumises à des conditions incompatibles avec les dispositions de son Statut.

84. Un certain nombre d'États parties ont fait savoir qu'ils soutenaient l'initiative de l'AIEA en faveur des utilisations pacifiques. Un certain nombre d'entre eux ont fourni des précisions sur les contributions qu'ils avaient faites à l'Initiative depuis 2010 et invité tous les États en mesure de le faire à contribuer à élargir l'accès aux technologies et applications nucléaires.

85. Les États parties ont réaffirmé que la responsabilité de la sûreté nucléaire incombait en premier lieu aux États. Ils ont indiqué que lors du développement de l'énergie nucléaire, y compris l'électronucléaire, l'utilisation de l'énergie nucléaire devait se faire dans le respect de normes de sûreté appropriées et efficaces, en conformité avec la législation et les obligations internationales des États.

86. De nombreux États parties ont souligné que l'AIEA jouait un rôle central en matière de promotion de la coopération internationale et de coordination de l'action menée au niveau international pour renforcer la sûreté nucléaire mondiale, y compris l'élaboration et la promotion de normes de sûreté nucléaire.

87. De nombreux États parties ont expliqué que compte tenu des conséquences transfrontalières des accidents nucléaires, la sûreté nucléaire était une question qui concernait tous les États et que la coopération internationale était capitale pour procéder à la mise en commun des connaissances, des technologies, des enseignements et des meilleures pratiques. Ils ont fait observer que l'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi en mars 2011 prouvait qu'il était nécessaire de renforcer la sûreté nucléaire à l'échelle mondiale et d'améliorer les instruments juridiques internationaux pertinents. Les États parties se sont félicités des mesures prises à l'échelle nationale, régionale et mondiale pour renforcer la sûreté nucléaire à la suite de l'accident.

88. Les États parties se sont félicités de la Conférence ministérielle sur la sûreté nucléaire que l'AIEA a organisée en juin 2011 et de la déclaration adoptée à son issue. Nombre d'entre eux ont trouvé encourageantes les mesures prises pour mettre en œuvre le Plan d'action sur la sûreté nucléaire que la Conférence générale de l'Agence a adopté en septembre 2011. Certains États parties ont encouragé les États à inviter régulièrement des missions de l'Agence d'examen de la sûreté nucléaire.

89. Les États parties ont pris acte des efforts déployés par le Secrétaire général de l'ONU en matière de sûreté nucléaire, en particulier l'organisation d'une réunion de haut niveau sur la sûreté et la sécurité nucléaire en septembre 2011.

90. Les États parties ont pris note qu'une conférence ministérielle sur la sûreté nucléaire organisée en partenariat avec l'AIEA se tiendrait à Fukushima (Japon) en décembre 2012. Ils ont vu d'un bon œil la décision d'organiser, en août 2012, une session extraordinaire des Parties contractantes à la Convention sur la sûreté nucléaire.

91. De nombreux États parties ont prévenu que les mesures et initiatives visant à renforcer la sûreté et la sécurité nucléaires ne devaient pas restreindre le droit des pays en développement à développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ou les priver de ce droit.

92. Les États parties qui ne l'ont pas encore fait ont été invités à adhérer à la Convention sur la sûreté nucléaire, à la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, à la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique et à la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs. Ils se sont réjouis des nouvelles ratifications intervenues depuis 2010. En outre, les États parties qui ne l'avaient pas encore fait ont été priés de mettre en œuvre le Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives et les Orientations pour l'importation et l'exportation de sources radioactives.

93. Les États parties ont encouragé la prise d'autres mesures volontaires pour minimiser l'utilisation d'uranium hautement enrichi dans le secteur civil, lorsque cela était techniquement et économiquement faisable. Certains d'entre eux ont fourni des informations sur l'action qu'ils menaient à cet égard et sur ce qu'ils faisaient pour rapatrier tous les stocks d'uranium hautement enrichi vers le pays d'origine. Ces efforts ont été vus d'un bon œil. Certains États parties ont encouragé la poursuite de la réorientation de leur production de radio-isotopes vers l'uranium faiblement enrichi.

94. Les États parties ont rappelé qu'il était dans leur intérêt à tous que le transport de matières nucléaires continue à se faire dans le respect des normes et directives internationales sur la sûreté, la sécurité et la protection de l'environnement. Un certain nombre d'entre eux ont vu d'un bon œil la tenue de discussions informelles sur la communication entre États expéditeurs et États côtiers, auxquelles l'AIEA a participé, pour répondre aux préoccupations concernant les éventuels accidents ou incidents pouvant survenir durant le transport de ces matières.

95. De nombreux États parties ont pris note des décisions prises par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA concernant la garantie des approvisionnements, y compris la création d'une réserve d'uranium faiblement enrichi en Fédération de Russie et l'approbation de l'accord type de garantie d'approvisionnement en combustible nucléaire visant à faciliter la conclusion de contrats commerciaux. Il a également été pris note des préparatifs réalisés par le Kazakhstan, sous les auspices de l'AIEA, pour accueillir la banque d'uranium faiblement enrichi. Un certain nombre d'États parties ont encouragé la poursuite des discussions sur l'élaboration de stratégies multilatérales concernant le cycle du combustible nucléaire. De nombreux États parties ont fait observer que ces discussions devraient se dérouler de façon non discriminatoire et transparente, dans le respect des droits découlant du Traité et des politiques nationales relatives au cycle du combustible, tout en traitant des complexités techniques, juridiques et économiques entourant ces questions.

96. Les États parties ont rappelé qu'ils devaient tous se conformer à la décision sur l'interdiction de perpétrer une attaque armée, ou de menacer de perpétrer une telle attaque, contre des installations nucléaires en service ou en construction que la Conférence générale de l'AIEA avait adoptée par consensus le 18 septembre 2009.

97. Les États parties ont rappelé que les États étaient tenus d'instaurer un régime de responsabilité civile dans le domaine nucléaire en devenant partie aux instruments internationaux pertinents ou en adoptant une législation appropriée fondée sur les principes énoncés dans les principaux instruments internationaux pertinents.

98. Les États parties ont rappelé que chacun d'entre eux avait le droit, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, de se retirer du Traité s'il estimait que des événements extraordinaires, en rapport avec l'objet du Traité, avaient compromis des intérêts suprêmes de son pays, en accord avec l'article X du Traité.

99. Un certain nombre d'États parties ont demandé que le débat se poursuive sur l'article X du Traité, y compris la possibilité de répondre à une notification de retrait et, en cas de retrait, la poursuite de l'application des garanties de l'AIEA et l'évacuation de l'équipement et du matériel acquis ou mis au point sous les garanties alors que l'État était encore partie au Traité. Certains États parties ont précisé qu'en droit international, les États parties continuaient d'être responsables des infractions au Traité qu'ils avaient commises lorsqu'ils y étaient parties.

100. Certains États parties n'étaient pas favorables aux mesures prises pour réinterpréter ou restreindre le droit souverain au retrait, estimant que cela pouvait nuire à la mise en œuvre du Traité. Un certain nombre d'États parties ont mis l'accent sur l'importance d'encourager les États à rester parties au Traité en leur expliquant le rôle de celui-ci et de parvenir à l'adhésion universelle, de mettre en œuvre toutes les conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi adoptées à la Conférence d'examen de 2010 et de s'attaquer aux causes profondes qui pourraient pousser un État partie à se retirer.

101. Un certain nombre d'États parties se sont dits intéressés par la poursuite de l'examen des moyens d'améliorer l'efficacité de la procédure d'examen renforcée du Traité en prévision de la Conférence d'examen de 2015. Les États parties ont formulé un certain nombre de propositions spécifiques à cet égard.
